

## CHALON : Les cybercontribuables scrutent les comptes publics chalonais

Le Lundi 03 juin 2013 @ 08:55:38

... et notamment en se penchant sur la question des transports.

Ils étaient une petite cinquantaine mardi soir pour cette première réunion après l'assemblée constitutive qui s'est tenue fin mars. L'association Cybercontribuables 71 forte de ses 62 adhérents tenait sa première réunion de rendu de commission après quelques mois de travail. Et il faut une certaine prédisposition pour les chiffres pour pouvoir suivre l'avalanche de données qui est tombée sur la Maison des syndicats. En attendant, "on a plongé dedans" ont insisté les membres du bureau, avec l'idée "de démocratiser les éléments financiers des collectivités locales et territoriales avec la seule volonté de rendre accessible". Ostensiblement, les adhérents ont affiché "leur indignation de voir comment est traité la dette publique dans notre pays". Pour la plupart à la retraite, "les papys comptables" ont passé au crible les données financières notamment de la ville de Chalon et du Grand Chalon. Plusieurs comparatifs entre les gestions depuis le début des années 2000 ont été projeté aux personnes présentes.

Entre les milliards, les millions, les euros... il aura fallu clarifier l'analyse pour ne pas perdre pied dans l'énumération des chiffres. Le temps de se roder à l'exercice pas toujours facile de la prise de parole en public, les membres de Cybercontribuables ont pointé du doigt les montants de la dette par habitant à Chalon sur Saône avant de s'attaquer à la fiscalité locale ou encore aux effectifs des collectivités locales, oubliant sans doute de préciser que la majorité actuelle a notamment procédé à la titularisation de bon nombre d'agents qui vivaient depuis quelques années dans l'illégalité si on s'en réfère au code du travail. Peu importe, les cybercontribuables n'en démordent pas, "de 2008 à 2013, la dette du Grand Chalon aura doublé".

Sur la question des transports dans l'agglomération chalonaise, l'association semble s'être fixée un but, "ce sont des dossiers très volumineux, il nous a fallu 6 mois de travail pour décortiquer le dossier avec énormément d'annexes en tout genre. Nous sommes toujours en attente d'un rendez-vous avec le vice-président de l'agglomération en charge des transports et on a quelques difficultés à obtenir un tel rendez-vous. Nous appelons à une démarche consensuelle mais ils se doivent de répondre aux contribuables. Il n'est pas question pour nous d'entrer en conflit. On se contente d'exposer les faits, point barre. On veut savoir combien coûte le kilomètre parcouru ? Qui paye ? Est-ce que le service rendu correspond à l'engagement budgétaire ? Voilà nos interrogations".

**Laurent Guillaumé**

